

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Gières

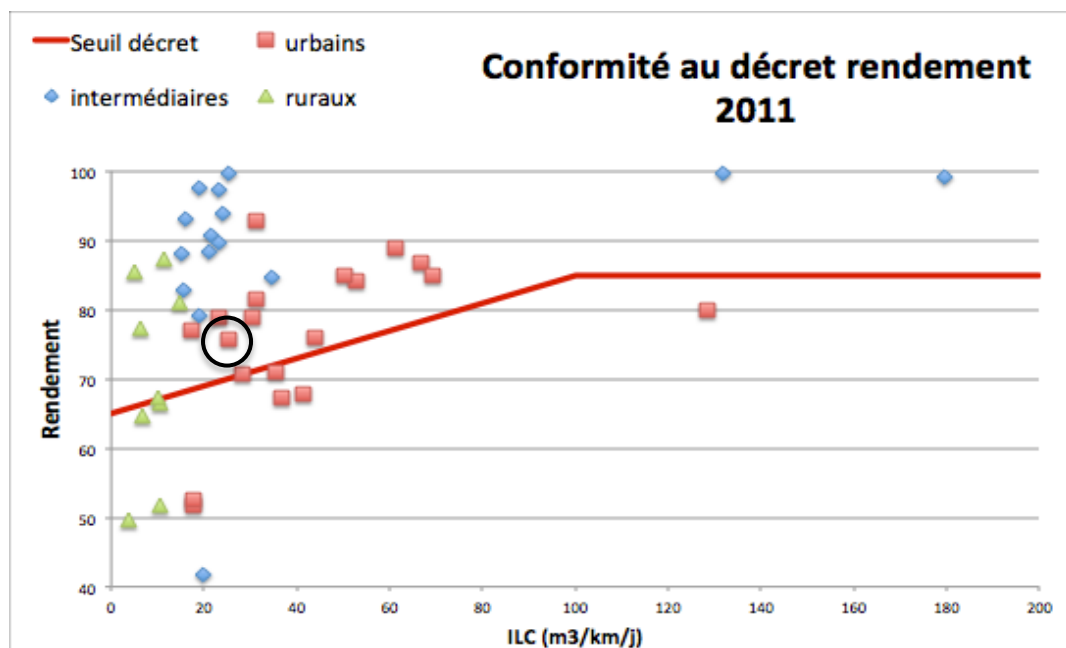
**Type de collectivité :** commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

<b>COLLECTIVITE</b>		<b>PERIMETRE CEP</b>
<b>Généralités</b> Abonnés : 2 935 ILC : 30,5 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 6 137 Densité habitants* : 230 hab/km Mode de gestion : <i>affermage</i> Branchements : 1 285 Date de règlement de service : Volume entrant : 376 Mm <sup>3</sup> 15/04/2008 Volume facturé : 296 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 27,2 km Installation de traitement : <i>non</i>		Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 2 maillages, 1 surpresseur Nombre total de compteurs : 2 748 Pourcentage de compteurs +12 ans : 24,6 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>		Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 79,0 % Indice Linéaire de Pertes* : 8,1 m <sup>3</sup> /km/j		Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 60/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 71,1% Rendement 2011 : 79,0% rendement lissé sur 3 ans* : 81,6% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>		Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 90 Evaluation du coût de remplacement* : 162 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>		Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement: 133 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 133 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,19 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : +3,7% <i>Graphique d'analyse p2.</i>		CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

### Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Gières est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 son rendement était de 79% et dépassait de 8 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 84,9%. Celui-ci a donc diminué progressivement de 6 points en quelques années, probablement en lien avec l'absence totale de travaux sur le réseau depuis 5 ans (0% du réseau renouvelé). Le niveau de rendement reste cependant très satisfaisant.

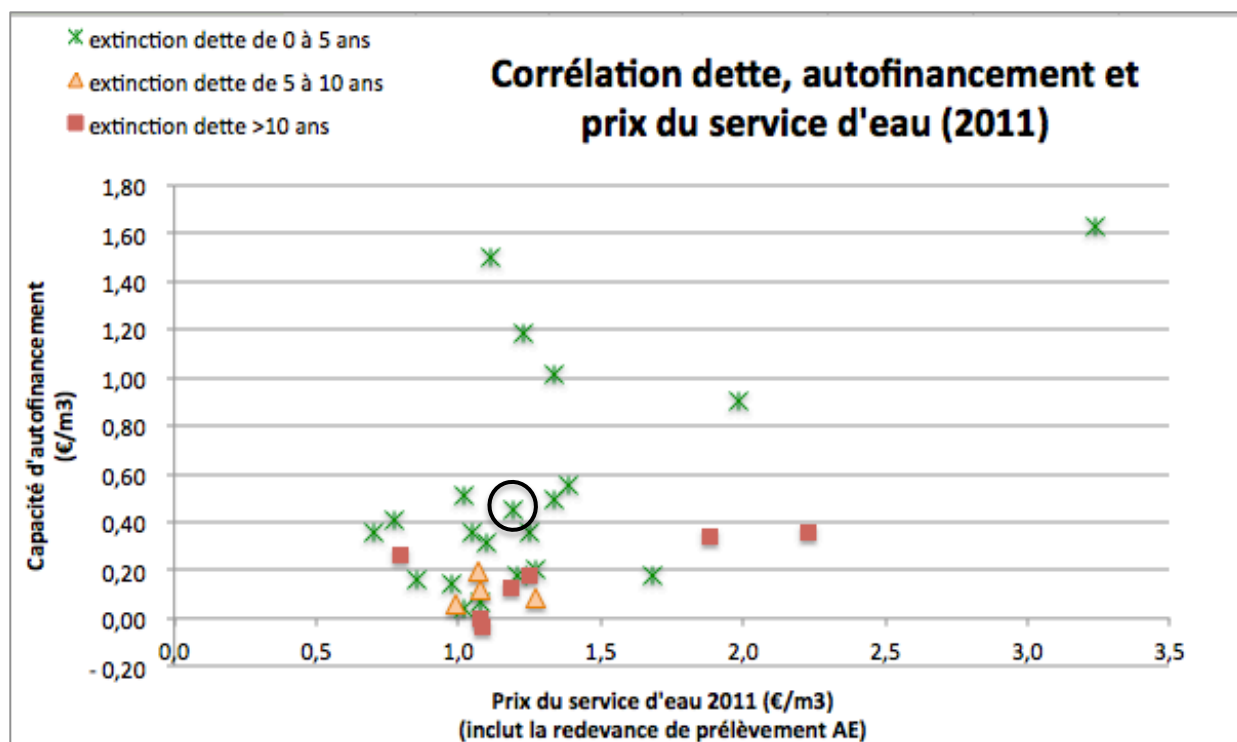
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de la Tronche est de 8,1 m³/km/j, et augmente légèrement depuis quelques années (6,1m³/km/j en 2008). Jusque 2011, les fuites restaient donc raisonnables sur le réseau, néanmoins il conviendra de rester vigilant vis-à-vis de cet indicateur afin qu'il n'augmente pas d'avantage.

Puisque la performance du réseau d'eau ne semble pas être une priorité pour la collectivité (elle satisfait pour l'instant aux enjeux réglementaires), le service pourrait consacrer ses efforts sur d'autres aspects.

Le parc de compteur semble jeune (24,6% des compteurs ont plus de 12 ans). Un maintien à ce niveau semble approprié.

Outre les derniers branchements en plomb à renouveler (90 branchements connus au moment de l'enquête), le service pourrait approfondir sa connaissance du patrimoine (indice à 60/100). Non seulement ce critère devient un enjeu réglementaire depuis le décret "rendement", mais cette information permet à de nombreux services d'identifier plus facilement les zones fragiles, car vieillissantes, du réseau ; ou d'anticiper un pic de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

## Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

Gières est entourée.

Son extinction de dette est nulle, puisque le montant de la dette 2011 est nul (< 5ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,45 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,19 €/m<sup>3</sup>. Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau. Cependant cette valeur est à mettre en perspective car les comptes administratifs du service d'eau de Gières mentionnent les recettes liées à l'assainissement et à l'agence de l'eau sans mentionner les dépenses. La CAF présentée ici est donc surévaluée, puisque la majorité n'est pas affectée à l'eau potable.

Le niveau de dette est lui inexistant. En effet, la collectivité n'a pas engagé de travaux pendant 5 ans.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. Pour dégager davantage d'autofinancement, Gières dispose encore d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.